

GROUPE DE LA MAJORITÉ RASSEMBLÉE

ÉCOUTER, RÉFLÉCHIR ET AGIR

A lors que la baisse des dotations de l'État prive Boulogne-Billancourt de 140 millions d'euros sur la période 2014-2020, des rumeurs persistantes ont laissé récemment entendre que le gouvernement allait infléchir cette politique frappant encore plus durement les collectivités. Démentant quasi simultanément le président de la République, le secrétaire d'État au Budget confirmait cette tendance. Cette incertitude, délétère, est désespérante pour de nombreuses collectivités territoriales qui participent au redressement national.

Symbole de ce flou artistique, le Gouvernement, obsédé par 2017, peine à trouver des échappatoires alors que la baisse des dotations menace toutes les actions locales et les investissements.

Nous, représentants du territoire, refusons ce diktat en développant chaque jour des solutions concrètes comme le rapprochement des Conseils départementaux des Hauts-de-Seine et des Yvelines amorcé le 23 mars dernier, ou encore l'extraordinaire coopération qui, depuis bientôt 6 ans, permet de réaliser des économies, de renforcer la proximité tout en proposant un service public de qualité dans nos villes, au sein de GPSO.

La nouvelle passerelle réalisée par les ateliers Jean Nouvel, qui relie l'île Seguin à la rive gauche de la Seine et qui a été posée le 24 mars dernier, constitue un symbole fort de cette coopération. Bien qu'une part importante du chemin ait été accomplie et l'expérience nous a prouvé que cela était nécessaire, des actions restent à mener et des pistes de réflexion sont encore à explorer.

Toutes ces étapes ont été menées dans la concertation. Notre mandat correspond à une mission d'écoute et d'action aux services des Boulonnais et de leurs intérêts. Nous ne pouvons pas rester inactifs et subir les pressions extérieures qui veulent détruire notre ville. La mise en place incohérente et dommageable de la métropole du Grand Paris, les décisions autoritaires de la ville de Paris d'imposer ses projets, constituent autant de pressions, auxquelles nous devons faire face aujourd'hui et encore plus demain.

L'extension de Roland-Garros au détriment des serres d'Auteuil, l'installation d'une nouvelle aire d'accueil au Bois de Boulogne ou encore la fermeture à la circulation automobile des berges de Seine, synonyme de déclassement, sont menées contre la volonté générale et sans aucune concertation. En plus de constituer des actions unilatérales, toutes les nuisances engendrées par ces projets sont supportées par les habitants des autres villes voisines dont Boulogne-Billancourt.

Nous ne nous attarderons pas sur les critiques de ceux qui ne s'engagent pas pour la Ville et nous les exhortons à faire, comme le maire, preuve de la même volonté de défendre Boulogne-Billancourt auprès de la nouvelle Présidente de la région Île-de-France, Valérie Pécresse, ou au sein du Conseil départemental des Hauts-de-Seine.

Avec la multiplication des échelons territoriaux et la raréfaction des deniers publics, la recherche de synergies est primordiale afin de donner aux Boulonnais les meilleures chances de voir leurs projets se réaliser dans un cadre urbain renouvelé et adapté au XXI^e siècle. ■

■ Les élu(e)s de la Majorité rassemblée